

Départementalisation
Un Village pour les 80 ans

Cart'Monétik
Une aide contre la vie chère

Prix Thérèse Baillif
Christine Caruel,
visage de la solidarité

Protection de l'enfance

PRÉVENIR, ACCOMPAGNER, FAIRE GRANDIR



BRIL PA OUT SANTÉ

DROGUE, CACHETS,

CIGARETTES, ALCOOL

**ARET !
EK SA !**



Trouvez de l'aide sur
departement974.fr



DÉPARTEMENT
DE LA
Réunion
departement974.fr

ÉDITORIAL



Une société se construit d'abord par l'attention qu'elle porte aux plus vulnérables.

Cette conviction guide l'action du Département depuis toujours. Elle se traduit notamment à travers notre politique de protection de l'enfance. Chaque jour, des professionnels, des assistants familiaux, des associations et des partenaires se mobilisent pour protéger et soutenir des enfants confrontés à la fragilité, à la violence ou à la rupture.

La protection de l'enfance est un enjeu social majeur, mais aussi profondément sociétal. Derrière chaque enfant protégé, c'est une trajectoire de vie qui peut être préservée ou reconstruite. Prévenir les ruptures, soutenir les familles, sécuriser les parcours des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance sont autant de responsabilités qui engagent l'avenir.

Face à l'évolution des besoins, notre mobilisation ne faiblit pas. Elle se renforce dans un esprit de dialogue, de responsabilité partagée et de co-construction au sein de l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance.

Cette même volonté d'accompagner les parcours de vie guide la mise en place du Service public départemental de l'autonomie, construit avec les acteurs du territoire pour apporter une réponse plus cohérente et plus humaine aux défis du vieillissement et du handicap.

Ces engagements traduisent, au fond, notre volonté de préserver l'humanité réunionnaise.

Cette humanité s'est forgée au fil d'une histoire parfois douloureuse, mais porteuse d'espérance. L'héritage de l'esclavage, les conquêtes sociales issues de la départementalisation dont nous célébrons les 80 ans cette année, mais aussi les combats pour la reconnaissance de la place des femmes dans notre société constituent autant de repères qui éclairent notre présent.

Cette histoire nous rappelle aussi que les avancées sociales n'ont de sens que lorsqu'elles se traduisent concrètement dans la vie quotidienne des habitants. Face à la vie chère, le Département agit pour soutenir les familles. La Cart'Monétik devrait ainsi bénéficier cette année à près de 66 000 Réunionnais.

Elle nous rappelle enfin que chaque génération doit poursuivre le chemin ouvert par celles qui l'ont précédée. Cette dynamique s'exprime aujourd'hui à travers les talents, les engagements et les réussites qui font la fierté de notre territoire : le Conseil départemental des jeunes, celles et ceux qui choisissent la mobilité, des parcours exemplaires comme celui de Ludovic Babas, les citoyens engagés dans la vie de la Cité ou encore le monde agricole qui fait rayonner l'excellence réunionnaise.

Fidèle à son histoire et à ses valeurs, La Réunion a toujours trouvé dans la solidarité et la confiance en l'humain les ressources nécessaires pour avancer. Le Département continuera d'agir avec détermination pour faire vivre cette ambition collective et préparer les prochaines pages de notre destinée commune.

Cyrille Melchior.

Président du Conseil départemental

SOMMAIRE



ACTUALITÉ

4

Autonomie : mieux accompagner les personnes vulnérables



DOSSIER

8

Protection de l'enfance : focus sur les missions du Département



ENVIRONNEMENT

15

Plus de 640 000 arbres pour La Réunion



PORTRAIT

18

Aidants au quotidien : Leur vie avec Maëlle





Musée
historique de Villèle

LES JEUNES AMBASSADEURS DE LA MÉMOIRE RÉUNIONNAISE

Ils ont raconté l'histoire de Bourbon à travers le théâtre, la lecture, la vidéo ou encore l'exposition. Le 28 mai dernier, plus d'une centaine de collégiens et lycéens se sont retrouvés au Musée historique de Villèle pour présenter le fruit d'une année de travail consacrée à l'histoire de la traite négrière, de l'esclavage et du marronage à La Réunion.

En présence de la Conseillère départementale Sabrina Tionhoué, les élèves ont dévoilé des créations originales témoignant de leur engagement et de leur appropriation de cette mémoire.

Parmi les temps forts de la journée, la mise en scène de la légende des esclaves marrons a particulièrement marqué le public. À travers leurs interprétations, les jeunes ont fait revivre le combat de ces femmes et de ces hommes qui ont choisi la liberté au péril de leur vie.

Cette démarche prend une résonance particulière en 2026, année marquée à la fois par les 80 ans de la départementalisation de La Réunion et les 25 ans de la loi Taubira reconnaissant la traite et l'esclavage comme crime contre l'humanité.

Au-delà des restitutions artistiques, cette journée a rappelé toute l'importance de transmettre l'histoire réunionnaise aux nouvelles générations. Véritables passeurs de mémoire, les élèves conserveront leur titre d'ambassadeur à vie ainsi qu'un accès gratuit au musée, aujourd'hui comme demain, dans le futur Musée de l'Histoire et de l'Esclavage.

Pour découvrir les établissements engagés dans le dispositif :

www.departement974.fr

Conférence territoriale de l'autonomie Mieux accompagner les personnes vulnérables



Bien vieillir à La Réunion et mieux accompagner les personnes en situation de handicap : telle est l'ambition du Service public départemental de l'autonomie (SPDA), officiellement lancé le 1^{er} juin par le Département et l'Agence régionale de santé.

Ce nouveau dispositif vise à simplifier les parcours des usagers et de leurs proches. Son objectif est de mieux coordonner les acteurs des secteurs social, médico-social et sanitaire afin d'offrir un accompagnement plus lisible, plus fluide et plus adapté aux besoins de chacun.

Les enjeux sont particulièrement importants à La Réunion où d'ici 2050, un habitant sur quatre aura plus de 60 ans, tandis que les besoins liés au handicap continuent de progresser.

Le lancement du SPDA s'est concrétisé par l'installation officielle de la Conférence territoriale de l'autonomie, instance chargée de définir les grandes orientations et de suivre leur mise en œuvre. Une large concertation avec les acteurs du territoire sera organisée dès la fin du mois d'août afin de construire collectivement les priorités du futur programme d'actions.



Cofinancé par
l'Union européenne



ACTUALITÉ



Saint-Louis

LANCEMENT DU CHANTIER DES TROIS RAVINES

Le lancement officiel du chantier des Trois Ravines, à Saint-Louis, a été annoncé le 15 juin dernier par le Président du Conseil départemental, Cyrille Melchior, et la Maire de Saint-Louis, Juliana M'Doihoma

Porté par le Département, ce programme d'aménagement vise à renforcer durablement la sécurité des usagers tout en améliorant les conditions de déplacement dans ce secteur stratégique de la commune. Il prévoit la suppression des radiers du Gol, de Maison Rouge et des Goyaves, régulièrement submergés lors des épisodes de fortes pluies, au profit de trois ouvrages d'art modernes et sécurisés.

Le projet comprend aussi le réaménagement complet de la rue du Général-de-Gaulle, la création d'une voie verte, le développement de cheminements piétons et cyclables ainsi que la réalisation d'aménagements paysagers destinés à améliorer le cadre de vie des habitants.

D'un montant global de 25,6 millions d'euros, l'opération est financée conjointement par le Département de La Réunion, la Ville de Saint-Louis et la CIVIS. Le projet bénéficie également du soutien des fonds européens FEDER.

“Ce chantier traduit une vision partagée du territoire que nous voulons construire : un territoire plus sûr, plus accessible, plus résilient face aux aléas climatiques et plus agréable à vivre pour les générations futures”.

Le chantier intégrera par ailleurs des clauses d'insertion sociale afin de favoriser l'accès à l'emploi de personnes éloignées du marché du travail. Les travaux devraient s'achever à la fin de l'année 2027.



Foire agricole de Bras-Panon

Le Département valorise les savoir-faire et productions péi



La 46^e édition de la Foire agricole de Bras-Panon, organisée du 9 au 18 mai, a une nouvelle fois mis à l'honneur le monde agricole réunionnais, avec le soutien du Département.

À travers sa marque « 100 % La Réunion », la Collectivité a valorisé les productions locales et les savoir-faire péi : confitures, achards, thés, bananes, farine de banane bio ou encore riz péi. Une manière de promouvoir la qualité, l'authenticité et l'origine des produits réunionnais auprès du grand public.

Tout au long de l'événement, de nombreuses animations ont rythmé le stand départemental : découverte de la filière cacao péi, quiz pédagogiques avec l'Office de l'eau, rencontres avec les producteurs locaux ou encore échanges autour des enjeux agricoles du territoire. Le Département a également accueilli l'association Riz Réunion ainsi que plusieurs acteurs du monde agricole.

Cette édition a aussi permis de rappeler les grands défis auxquels l'agriculture réunionnaise est confrontée : souveraineté alimentaire, avenir de la filière canne dans le contexte des discussions autour de TEREOS, ou encore réflexion collective autour de la stratégie AGRIPÉI 2030 actuellement soumise à enquête publique.

Enfin, le Département a récompensé les meilleurs éleveurs péi dans 14 catégories, saluant leur engagement, leur passion et leur contribution au rayonnement de l'agriculture réunionnaise.



Cart'Monétik UN VRAI SOUTIEN CONTRE LA VIE CHÈRE



Lancée par le Département en 2025, la Cart'Monétik accompagne les Réunionnais les plus fragiles face à la hausse du coût de la vie. Cette aide permet de soutenir les dépenses essentielles du quotidien grâce à une carte simple d'utilisation, moderne et discrète.

"Nous avons fait le choix de concentrer nos moyens sur les publics qui en ont le plus besoin. Nous avons modernisé ces aides pour plus d'équité, de simplicité et de liberté d'utilisation pour les bénéficiaires", souligne le Président du Conseil départemental, Cyrille Melchior.

Pensée pour offrir davantage de souplesse, la Cart'Monétik répond à des besoins très concrets.

Elle permet de régler des achats essentiels : alimentation, gaz, produits d'hygiène, habillement, mais aussi certaines factures comme l'eau ou l'électricité. Les usages de la carte montrent d'ailleurs toute son utilité puisque 70 % des dépenses réalisées concernent l'alimentation.

Le dispositif bénéficie aux personnes âgées percevant l'APA (Aide personnalisée d'autonomie), l'AML (Aide-ménagère légale) ou le Chèque Santé, ainsi qu'aux personnes en situation de handicap bénéficiant de l'AAH (Allocation adulte handicapé) ou de l'AAEH (Allocation d'éducation de l'enfant handicapé), sous condition de ressources.

La Cart'Monétik a également vocation à regrouper progressivement plusieurs aides destinées aux publics fragiles. Sont notamment concernés les bénéficiaires du RSA accompagnés par le Département, du Pass' Transport, du Pass' Loisirs ou encore du CAPAH (Chèque d'accompagnement personnalisé alimentaire et hygiène).

INFOS PRATIQUES

0262 43 29 68

cartmonetik@cg974.fr

5 millions d'euros pour soutenir les ménages modestes

Face à la hausse des prix, notamment des carburants, le Conseil départemental a voté le 15 avril dernier une enveloppe exceptionnelle de 5 millions d'euros afin de renforcer le dispositif Cart'Monétik. Environ 60 000 Réunionnais peuvent ainsi bénéficier d'une aide comprise entre 50 et 200 euros pour faire face à l'augmentation des dépenses du quotidien. Cette mesure concerne notamment les personnes âgées modestes, les personnes en situation de handicap, les bénéficiaires du RSA ainsi que les bénéficiaires du CAPAH.

La Cart'Monétik étendue à 6 000 nouveaux bénéficiaires

Le 13 mai dernier, la Collectivité a voté une aide exceptionnelle de 50 à 60 euros en faveur de 852 assistants familiaux ainsi que des intervenants des services autonomie à domicile (SAAD). Près de 6 000 nouveaux bénéficiaires intègrent ainsi le dispositif, portant à 66 000 le nombre total d'utilisateurs éligibles à la Cart'Monétik.



Collège of Legends

QUAND LE JEU VIDÉO DEVIENT UN OUTIL ÉDUCATIF

Les regards sont fixés sur les écrans. Dans un silence seulement interrompu par quelques consignes échangées entre coéquipiers, Emmanuel, Gabin, Sandro, Emilia et Shan élaborent leur stratégie. Casques sur les oreilles, souris en main, les élèves du collège Jules Solesse savent que chaque décision compte. Face à eux, une équipe venue du collège Guy Môquet de Saint-Benoît. L'objectif est simple : remporter leur match et poursuivre l'aventure « Collège of Legends ».

Derrière cette compétition inspirée du célèbre jeu League of Legends se cache pourtant bien plus qu'un simple tournoi d'esport. Mis en place par le Département, ce projet pédagogique utilise le jeu vidéo comme un levier d'apprentissage, d'inclusion et de prévention.

Tout au long de l'année scolaire, les collégiens participants sont accompagnés par leurs équipes éducatives et par des associations spécialisées.

Ils apprennent à coopérer, à gérer la pression, à accepter la défaite et à développer des compétences utiles bien au-delà de l'écran. L'initiative contribue également à renforcer la confiance en soi, l'esprit d'équipe et la persévérance scolaire.

Les résultats sont parfois surprenants. Lors de la première édition, un élève en situation de décrochage scolaire a retrouvé le chemin du collège grâce à sa participation au projet. Une preuve supplémentaire que le jeu vidéo, lorsqu'il est encadré, peut devenir un véritable outil éducatif.



Retrouvez le palmarès de la compétition sur www.département974.fr

Prévenir les risques liés au jeu vidéo

Si le jeu vidéo peut être source d'épanouissement, il comporte aussi des risques lorsqu'il est pratiqué de manière excessive. C'est pourquoi le concours s'accompagne d'actions de sensibilisation menées auprès des élèves et de leurs familles.

"Nous avons animé des séances de prévention autour de la santé, du cyberharcèlement et du temps d'écran. Nous sensibilisons les élèves aux effets d'un usage excessif, comme les difficultés de concentration ou l'isolement", explique Bastien Hoarau, de l'association Gaming la Kour.

Ces échanges permettent aux jeunes de porter un regard plus critique sur leurs habitudes. *"On peut jouer, mais il faut savoir s'arrêter",* résume Emilia. *"J'ai appris beaucoup de choses et cela m'a rassuré",* ajoute Emmanuel.

L'implication des parents est également encouragée afin de favoriser le dialogue au sein des familles autour des pratiques numériques.

"Au-delà de la prévention, le tournoi met en lumière les bénéfices d'un jeu encadré. Les jeunes se font des amis, gagnent en confiance, progressent parfois en anglais et développent un véritable esprit d'équipe, dans la victoire comme dans la défaite", conclut Bastien Hoarau.



Protection de l'Enfance **AGIR POUR PROTÉGER, ACCOMPAGNER POUR GRANDIR**

La protection de l'enfance est l'une des priorités du Conseil départemental. Face à l'augmentation des situations de danger et des violences intrafamiliales à La Réunion, la Collectivité renforce son action pour prévenir les risques, protéger les enfants vulnérables et accompagner les familles.

En 2025, plus de 6 000 mesures de protection de l'enfance ont été mises en œuvre, soit une hausse de près de 20 %. Les informations préoccupantes continuent également de progresser avec 8 024 signalements enregistrés contre 7 439 en 2024 (+8 %). Cette évolution est particulièrement marquée chez les enfants de moins de trois ans.

Toutes les situations signalées sont analysées par la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP 974). Pour mieux repérer et protéger les plus jeunes, le Département a également mis en place une équipe spécialisée

dans l'évaluation des situations concernant les enfants de moins de trois ans, permettant une intervention rapide et adaptée.

Le Département déploie par ailleurs son Plan de prévention et de lutte contre les violences intrafamiliales envers les enfants (2024-2028). Celui-ci vise à renforcer le repérage précoce des situations de danger, améliorer la coordination entre les professionnels, mieux accompagner les familles et construire des réponses adaptées aux besoins de chaque enfant. L'objectif est de prévenir les ruptures de parcours et, lorsque cela est possible, d'éviter le placement en privilégiant des solutions de soutien au sein de l'environnement familial.

Accompagner les jeunes vers l'autonomie

L'engagement du Département se poursuit auprès des jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance afin de préparer

leur entrée dans la vie adulte. Les jeunes de 16 à 17 ans et les jeunes majeurs bénéficient d'un accompagnement portant sur le logement, la santé, la formation, l'insertion professionnelle et la gestion de la vie quotidienne.

Aujourd'hui, 64 % des jeunes majeurs sont accueillis en famille d'accueil et 36 % en établissement. Parmi eux, 29 % poursuivent des études supérieures, 23 % sont suivis par la Mission Locale et 20 % accèdent à un emploi ou à une formation en alternance.

Grâce à des dispositifs comme l'Académie des Dalons ou la CIPI, le Département accompagne les jeunes vers une insertion durable et réaffirme sa volonté d'offrir à chaque enfant la protection dont il a besoin et à chaque jeune les moyens de construire son avenir.

Chiffres-clés

3 700 enfants sont confiés au Département :

- **2 300** accueillis par des assistants familiaux ;
- **470** accueillis en établissement ;
- **830** confiés à un tiers digne de confiance ;
- **115** accueillis au Foyer de l'Enfance.

850 assistants familiaux sont employés par le Département.

119

Numéro national de
l'enfance en danger
accessible 24h/24 et 7j/7.

Foyers départementaux

UN MAILLON ESSENTIEL DE LA PROTECTION

À La Réunion, les Foyers Départementaux de l'Enfance (FDE) constituent un maillon essentiel de la protection de l'enfance portée par le Département. Ils assurent l'accueil, la protection et l'accompagnement des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) lorsque leur sécurité, leur santé ou leur développement sont menacés.

Répartis entre le FDE Nord-Est et le FDE Terre Rouge, ils disposent de 12 unités de vie et d'un Service d'Accueil Familial d'Urgence, permettant d'accompagner simultanément jusqu'à 134 enfants.

Le dispositif comprend trois unités dédiées aux fratries au Port, au Tampon et à Saint-Pierre, deux unités pour adolescents garçons à Sainte-Suzanne et au Tampon, ainsi que sept unités accueillant des enfants des deux sexes et des garçons jusqu'à 12 ans. L'accueil familial d'urgence complète cette offre avec 20 places supplémentaires.

Au quotidien, plus de 200 professionnels œuvrent auprès des enfants accueillis pour offrir un cadre sécurisant, favoriser leur épanouissement et préparer leur avenir.

Les équipes mènent également un travail d'observation et d'évaluation afin de construire un parcours adapté ou, lorsque cela est possible, de favoriser un retour au domicile familial.

Comme partout en France, les FDE sont confrontés à des situations de plus en plus complexes nécessitant un accompagnement renforcé. Malgré ces défis, les professionnels poursuivent leur mission avec engagement afin d'apporter à chaque enfant la protection, l'écoute et le soutien dont il a besoin.



Nouveau pôle à Saint-Leu

Une réponse renforcée pour les enfants de l'ASE

Afin de renforcer son dispositif de protection de l'enfance, le Département a créé à Saint-Leu un nouveau pôle d'accueil dédié aux mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).

Suite à un appel à projets lancé en 2025, l'association Fékler a été retenue pour porter cet établissement, dont la vocation est d'assurer l'hébergement et l'accompagnement d'enfants et de jeunes dans un cadre adapté à leurs besoins et à leur parcours de vie.

Le pôle comprend une pouponnière sociale de 10 places destinée aux enfants de moins de 3 ans, ainsi qu'une Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) de 27 places.

Celle-ci est organisée en trois unités distinctes permettant d'accueillir les fratries, les adolescentes et les adolescents dans des conditions favorisant leur épanouissement et leur accompagnement éducatif.

Par la création de ce pôle, le Département réaffirme sa volonté de proposer une offre d'accueil adaptée, sécurisante et de proximité.





Laurence Victoire, assistante familiale

« CHAQUE ENFANT A DROIT AU BONHEUR »

À la Plaine des Palmistes, Laurence Victoire ouvre depuis six ans les portes de son foyer à des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance. Cette mère de deux enfants accueille trois jeunes : deux adolescents de 13 et 16 ans dans le cadre d'une assistance éducative et une jeune majeure de 19 ans bénéficiant d'un Accueil provisoire jeune majeur.

Avant d'exercer ce métier, Laurence travaillait en tant que monitrice-éducatrice. Une expérience qui l'a naturellement conduite vers l'assistance familiale. *“Je m'occupais déjà d'enfants suivis par l'ASE. Je me suis dit : pourquoi ne pas poursuivre cet accompagnement à la maison ?”,* explique-t-elle.

Les jeunes qu'elle accueille présentent des profils différents, souvent marqués par des carences affectives et éducatives, des situations de rejet ou d'abandon, mais aussi par des traumatismes. Certains souffrent de troubles du comportement, d'une légère déficience intellectuelle ou encore de grandes fragilités psychologiques.

Pour Laurence, ce métier est avant tout un engagement humain. *“Ce qui m'anime, c'est de permettre à ces enfants de s'épanouir et de les mettre en sécurité”,* assure-t-elle.

Mais le quotidien d'une assistante familiale est loin d'être simple. « Quand on pense famille d'accueil, on imagine souvent une prise en charge facile. Pourtant, on accueille aussi les blessures des enfants. Certains comportements peuvent parfois bouleverser notre équilibre familial », détaille Laurence.

Face à ces difficultés, elle peut compter sur l'accompagnement d'une équipe pluridisciplinaire composée de référents éducatifs et de professionnels spécialisés du Département. *“Il faut beaucoup d'écoute, de communication et de patience pour permettre à ces jeunes de grandir sereinement dans le foyer”,* précise-t-elle.

Aujourd'hui encore, Laurence mesure le chemin parcouru par certains jeunes qu'elle a accueillis. Des parcours parfois cabossés, mais qui rappellent chaque jour le sens profond de son engagement.

Claire, 23 ans

« J'ai retrouvé confiance en moi »

“J'ai été victime de violences durant mon enfance. Ma famille d'accueil m'a offert l'environnement stable et sécurisant dont j'avais besoin pour me reconstruire. Quitter ce foyer a été difficile, mais nous sommes restées en contact. Grâce à cet accompagnement, j'ai retrouvé confiance en moi et je peux construire mon avenir sereinement.”

Le parcours de Claire illustre l'importance des mesures de protection mises en œuvre par l'Aide sociale à l'enfance. Au-delà de la mise à l'abri, elles permettent à de nombreux enfants et jeunes majeurs de retrouver des repères, de reprendre confiance et de construire leur avenir.

Recherche-action VIF Marmaille

**MIEUX COMPRENDRE POUR
MIEUX PROTÉGER LES ENFANTS**

Prévenir les violences intrafamiliales faites aux enfants est un enjeu majeur pour notre société. Pour agir efficacement, il est essentiel de mieux comprendre les mécanismes qui conduisent à ces situations de danger et les réalités auxquelles sont confrontées les familles réunionnaises.

Prévenir les violences intrafamiliales faites aux enfants est un enjeu majeur pour notre société. Pour agir efficacement, il est essentiel de mieux comprendre les mécanismes qui conduisent à ces situations de danger et les réalités auxquelles sont confrontées les familles réunionnaises.

C'est tout l'objectif de la recherche-action « VIF Marmaille », portée par le Département. Ce projet innovant associe chercheurs, institutions, associations et professionnels de terrain dans une démarche collaborative visant à produire des connaissances utiles à l'action publique.

À travers l'analyse des facteurs de risque propres au territoire réunionnais, l'identification des besoins et l'expérimentation de solutions concrètes, cette initiative ambitionne de renforcer les actions de prévention et l'accompagnement des enfants et des familles.

Ancrée dans les réalités du territoire, la recherche-action VIF Marmaille participe à la construction de réponses toujours plus adaptées pour mieux protéger les enfants et prévenir les violences.

**Augustine Romano**, vice-Présidente**« Tout mettre en œuvre pour que chaque enfant grandisse en sécurité »****Comment s'exerce l'action du Département en matière de protection de l'enfance ?**

La protection de l'enfance est l'une de nos missions les plus importantes. Cela se traduit par des actions de prévention, un soutien éducatif aux parents, des accompagnements à domicile, mais aussi, lorsque cela est nécessaire, par l'accueil des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance. Notre priorité est d'agir le plus tôt possible pour éviter les ruptures et permettre à chaque enfant de grandir dans un environnement sécurisant et bienveillant.

Pouvez-vous présenter le Plan départemental de prévention et de lutte contre les violences intrafamiliales faites aux enfants ?

Les violences faites aux enfants sont un enjeu majeur. Le Département a souhaité fédérer l'ensemble des acteurs concernés autour d'une

stratégie commune. Ce plan repose sur trois priorités : mieux prévenir, mieux repérer et mieux accompagner. Il vise à renforcer la sensibilisation, améliorer le repérage des situations de danger et apporter des réponses adaptées aux enfants victimes et à leurs familles.

Quel est selon vous le principal défi de la protection de l'enfance ?

Le principal défi est de renforcer encore notre capacité collective à prévenir les situations de danger. Derrière chaque enfant, il y a une histoire, une famille et parfois de grandes fragilités. Notre responsabilité est de tout mettre en œuvre pour que la famille demeure un lieu de protection, d'amour et de sécurité.



Le Président du Département a reçu Amélie Oudéa-Castéra, Présidente du Comité national olympique et sportif français pour évoquer les perspectives pour le sport réunionnais.

Comme chaque année, le Département a organisé la Fête de la Nature du 13 au 17 mai (en présence de Camille Clain, vice-Présidente).



Les élus du Département célèbrent l'Eid-ul-Fitr en présence de représentants de la communauté musulmane.



Jeannick Atchapa, Maire de Bras-Panon, et Jean-Marie Virapoullé, vice-Président, visitent la clinique Les Flamboyants Est (Bras-Panon) qui fête ses 3 ans.



De nouveaux moyens opérationnels pour le SDIS974 grâce au soutien financier du Département (en présence de Cyrille Melchior et de Sophie Arzal, présidente du CASDIS).



Échanges riches et constructifs entre le Président du Département et Thierry Mathou, Ambassadeur de France en Inde, sur les opportunités de coopération avec l'Inde.



Tradition, émotion et hommage au vivre ensemble à l'occasion des célébrations du Nouvel an Tamoul 5127.



07/05/2026



20/05/2026

Le Département a accueilli la conférence régionale du handicap afin d'échanger autour des enjeux relatifs à la prise en charge et l'accompagnement des personnes en situation de handicap.



25/05/2026

Fabiola Lagourde, Conseillère départementale, donne le coup d'envoi de la Nuit des Musées au Lazaret de la Grande Chaloupe.



23/05/2026

Thérèse Ferde, vice-Présidente, au vernissage de l'exposition « Qu'est-ce que l'art contemporain » à l'Arthothèque à Saint-Pierre.



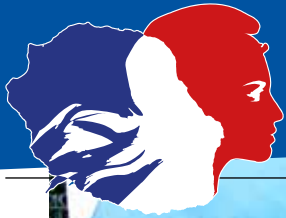
28/05/2026

160 collégiens de l'île sont reçus par Gilles Hubert, vice-Président, à l'occasion des restitutions des projets « Class Do Lo » autour des enjeux de l'eau à La Réunion.



29/05/2026

Pose de première pierre de la résidence Fernelia à Saint-Pierre, projet qui privilégie mixité sociale et intergénérationnelle (en présence de Cyrille Melchior, David Lorion, Maire de Saint-Pierre, et Jeannick Atchapa, Président de la SIDR).



Commémoration 80 ANS D'HISTOIRE CÉLÉBRÉS DANS LA TRANSMISSION ET LA FÊTE

À l'occasion des 80 ans de la départementalisation, près de 13 000 Réunionnais se sont réunis le 16 mai au Jardin de l'État pour une journée placée sous le signe de la mémoire, de la transmission et du vivre-ensemble. Entouré de nombreux élus, Cyrille Melchior a rappelé la portée historique du 19 mars 1946, date marquant la fin du statut colonial et l'entrée de La Réunion dans le droit commun de la République.

"Le chemin parcouru est immense. En quelques décennies, La Réunion a profondément changé de visage. La départementalisation a permis l'accès progressif aux droits sociaux, à l'éducation, à la santé, aux infrastructures et à la solidarité nationale", a-t-il souligné.

Expositions, ateliers autour du maloya, du moringue, de l'artisanat ou encore rencontres ont rythmé cette journée dédiée au patrimoine.

François Sauvadet, Président de Départements de France

Quel regard portez-vous sur notre île ?



La Réunion possède des richesses et une expertise dont nous pourrions nous inspirer à l'échelle nationale. J'ai échangé sur les enjeux de sécurité civile propres aux territoires ultramarins et nous avons beaucoup à apprendre dans ce domaine. Il y a aussi la sauvegarde des bœufs Moka : Cyrille Melchior a su mettre en place un plan allant dans le sens de la souveraineté alimentaire.

Vous rappelez l'importance des territoires ultramarins dans l'histoire de la France. Pourquoi nos destins sont-ils liés ?

Je suis très attaché aux Outre-mer. Nous partageons une même ambition : garantir les mêmes droits à tous les citoyens. En 80 ans, nous avons construit un héritage commun et j'ai vu à quel point La Réunion s'est transformée. Être un département français assure une stabilité constitutionnelle et témoigne de l'attachement de la France. Commémorer cette date est essentiel : connaître son histoire, c'est ouvrir les portes de son avenir !

Talents péi

Polyphonia illumine la fête

L'orchestre Polyphonia a offert une performance musicale exceptionnelle lors de la soirée de clôture du Village des 80 ans. Cette formation réunissant de jeunes musiciens issus de plusieurs établissements artistiques de l'île a accompagné les grandes figures de la nouvelle scène réunionnaise : Baster, Tine Poppy, JF Gang, Etinsel Maloya, PLL et Kaf Malbar.

Sous la direction de Pierre Varo, instruments et voix ont fusionné au rythme du séga, du maloya et de la dancehall, offrant au public un concert gratuit, original et festif pour célébrer les 80 ans de la départementalisation.





Plan 1 Million d'Arbres PLUS DE 640 000 PIÉ DBWA PÉI PLANTÉS

L'ambition du Département, en 2019, était d'atteindre le million d'arbres plantés d'ici 2027. Nous y sommes presque : plus de 640 000 pié dbwa endémiques et indigènes ont été mis en terre ! Dans les collèges, les quartiers, les espaces naturels ou lors d'actions citoyennes, les plantations se multiplient. Cette ambition mobilise plus de 200 partenaires engagés dans la préservation de la biodiversité locale.

Plantation dans les collèges 23 micro-forêts • 29 727 plans dans 6 collèges

Au collège Jean d'Esme à Sainte-Marie, les plantations du Plan 1 Million d'Arbres sensibilisent les élèves à la biodiversité et à la protection de l'environnement. Elles leur permettent aussi de participer concrètement à un projet durable au sein de leur établissement dans un cadre qui est dorénavant arboré de pié dbwa péi qu'on ne trouve qu'en forêt.

Plantation en milieu naturel + de 380 000 pié dbwa plantés

Le Plan 1 Million d'Arbres agit également dans les Espaces Naturels Sensibles pour préserver et restaurer les espaces végétalisés. En milieu naturel, les plantations favorisent la biodiversité et renforcent les équilibres naturels.

Plantation dans les kartié + de 260 000 pié dbwa plantés en milieu urbain

Dans les quartiers, les plantations du Plan 1 Million d'Arbres améliorent le cadre de vie et renforcent la présence du végétal au quotidien. Sur la RD2 de Sans Souci, elles contribuent à créer des espaces plus agréables pour les habitants.



Mobilisation citoyenne 35M € de budget alloués à la mise en place d'un réseau de plantations pié dbwa péi)

Les « plantasyon citoyennes » rassemblent habitants, associations, partenaires et jeunes autour d'un objectif commun : planter pour l'avenir. Ces actions renforcent l'engagement collectif en faveur de l'environnement.

Sports de nature Collectons les données avec OUTDOORVISION

Les passionnés de sports de nature disposent d'un nouvel outil avec l'application Outdoorvision Réunion.

Déployée par le Département, cette application recueille de manière anonyme les traces GPS enregistrées par les téléphones et montres connectées des utilisateurs volontaires. L'objectif est de mieux connaître la fréquentation des espaces naturels et les itinéraires empruntés sur le territoire.

Ces données permettront d'identifier plus précisément les usages, d'adapter les aménagements et de mieux concilier pratique sportive et préservation des milieux naturels.

Inscrivez-vous sur www.outdoorvision.fr



Partenariat Département-Communes

LES CHANTIERS DE PROXIMITÉ À LA LOUPE

Depuis 2018, le Département accompagne les 24 communes à travers deux dispositifs : le Pacte de Solidarité Territoriale (PST) de 2018 à 2024, puis le Pacte Département et Territoires (PDT) pour la période 2024-2026. Près de 287 millions d'euros sont mobilisés pour financer des travaux d'aménagement, des projets de transition écologique et des actions de proximité au service des Réunionnais. Tour d'horizon de quelques réalisations.

Petite-Île

Un cimetière paysager pour répondre aux besoins de la population

L'unique cimetière de Petite-Île, situé au centre-ville, était arrivé à saturation. Pour répondre à cette situation, la commune a réalisé un nouveau cimetière paysager.

Aménagé sur une superficie de 24 750 m², le site offre une capacité de 2 200 places. Il comprend également un columbarium de 300 emplacements ainsi qu'un jardin du souvenir dédié à la dispersion des cendres. Situé à l'intersection du chemin Napoléon et de la rue Adénor Payet, le cimetière est accessible aux personnes à mobilité réduite.

De nombreuses espèces endémiques ont été plantées afin de renforcer l'intégration paysagère et le caractère naturel du lieu. Ce projet a bénéficié d'une subvention départementale de 2,5 M€, pour un coût total de 5,8 M€.



Saint-Paul

Une nouvelle école pour les Mafatais

Grâce au Département, les élèves de Roche Plate bénéficient d'une nouvelle école sécurisée et adaptée. En 2020, le BRGM avait en effet identifié un risque élevé d'effondrement de l'ancien bâtiment, rendant nécessaire sa reconstruction.

L'opération s'est déroulée en deux phases avec la livraison d'une salle de classe temporaire de 40 m² et du futur logement de fonction, puis avec la livraison définitive de l'école.

Construite en ossature bois sur le « Plateau Église », la nouvelle structure développe une surface de 230 m². Le montant total des travaux s'élève à 1,8 M€, dont 480 000 € financés par le Département dans le cadre du PST 2.

Saint-Benoît

Des écoles plus sûres et mieux équipées

La commune de Saint-Benoît a engagé un programme de travaux visant à mettre aux normes les équipements techniques de l'ensemble des écoles du premier degré ainsi que des Établissements Recevant du Public (ERP) communaux.

Cette opération vise à garantir la sécurité des usagers et à assurer la conformité des installations afin d'améliorer durablement les conditions d'accueil des élèves, des personnels éducatifs et des administrés.

Ce programme contribue également à renforcer la gestion et l'entretien du patrimoine communal grâce à la mise en place d'une maintenance préventive assurée par la Régie communale.

Le Département a accompagné cette opération à hauteur de 272 694 euros, aux côtés de la commune de Saint-Benoît, qui a mobilisé un financement de 68 174 euros.





Budget d'Initiative Citoyenne

LA « DOUCE'HEURE » D'ISABELLE DIJOUX

Lauréate de la 3^e édition du Budget d'Initiative Citoyenne, Isabelle Dijoux a concrétisé son projet de structure de bien-être dédiée aux personnes les plus fragiles. Grâce au soutien du Département, cette citoyenne engagée développe une approche humaine du soin et de l'accompagnement.

“Mon parcours n'est pas seulement professionnel : il est profondément humain et tourné vers les autres. Dans mon accompagnement, j'associe trois dimensions essentielles : le soin, le prendre-soin et le bien-être”, explique-t-elle.

Aide-soignante depuis 15 ans, Isabelle Dijoux est également référente en Humanitude au sein de son service. Cette approche place la dignité, l'écoute et la relation humaine au cœur du soin.

Avec Isa Douce'Heure, elle va à la rencontre de publics souvent isolés ou fragilisés : seniors, personnes alitées ou en situation de handicap.

Grâce au dispositif du BIC et à une aide financière du Département, elle a pu suivre une formation spécialisée afin de proposer des produits professionnels adaptés aux peaux fragilisées par les traitements médicaux. Ce soutien lui a également permis d'acquérir du matériel spécifique et de structurer davantage son activité, renforçant ainsi sa crédibilité auprès des familles et des partenaires.

À ce jour, 69 personnes ont bénéficié de soins du visage, de modelages des mains et des pieds, lors de séances individuelles ou collectives menées en partenariat avec l'association des aidants et des Aides (AAA 974), Côte Papi à Cilaos et le CCAS de Saint-Louis.



LE BIC EN CHIFFRES

240 projets soutenus • **2 743 177** euros mobilisés

Conseil Départemental des Jeunes (CDJ) Les jeunes élus à la découverte du Musée du Sel



À l'initiative du Conseil départemental des Jeunes (CDJ), les jeunes élus des secteurs Sud et Ouest ont participé à une journée de découverte au Musée du Sel, site culturel du Département. Cette immersion leur a permis de mieux connaître ce patrimoine emblématique de La Réunion, de découvrir les différentes étapes de fabrication du sel ainsi que les richesses naturelles qui entourent ce lieu chargé d'histoire.

Les participants ont ainsi pu prendre part à plusieurs ateliers pédagogiques et ludiques. Répartis en petits groupes, ils ont notamment participé à une animation proposée par la Réserve naturelle marine autour de la préservation des écosystèmes marins. D'autres ateliers, sous forme de quiz et de questionnaires, portaient sur l'environnement, le patrimoine naturel et les spécificités du sel.

Au-delà des découvertes, cette journée a permis aux collégiens de mieux comprendre le fonctionnement du site et le travail mené au quotidien par les agents du Département pour préserver, transmettre et valoriser ce patrimoine culturel réunionnais. Les jeunes ont ensuite poursuivi leur immersion avec une visite guidée du Musée du Sel, approfondissant ainsi leurs connaissances sur l'histoire du site et les savoir-faire qui y sont associés.





Partenariat France Volontaires–Département

FACILITER LA MOBILITÉ INTERNATIONALE DES JEUNES

Le Département est membre du groupement d'intérêt public France Volontaires. À ce titre, un partenariat structurant a été mis en place afin de favoriser l'insertion professionnelle, l'engagement et le développement des compétences des jeunes. Il contribue également à renforcer les échanges et la coopération avec les pays de la zone océan Indien. Depuis 2010, 137 jeunes ont bénéficié de ce programme.

France Volontaires Réunion est la plateforme française des volontariats internationaux. Elle propose des missions d'intérêt général à l'étranger à travers le Volontariat de Solidarité Internationale (VSI) pour les 18-25 ans, et le Volontariat de Service Civique à l'international (VSC) pour les 18-35 ans. Les missions concernent des domaines variés tels que la culture, l'éducation, la communication, le sport, la francophonie ou encore l'environnement.

Depuis 2010, plusieurs dispositifs ont été déployés, notamment les VSI cofinancés par le Département et soutenus par des programmes européens, contribuant à structurer cette dynamique de mobilité internationale.



Ces projets sont cofinancés par le Département de La Réunion et l'Union européenne dans le cadre du programme INTERREG Océan Indien dont l'Autorité de gestion est la Région Réunion.

PAROLES DE VOLONTAIRES



Ophélie Rallots Service civique (Madagascar)

"Originaire de Saint-Pierre, ma formation en anthropologie sociale et culturelle, ainsi que mes engagements associatifs, m'ont amenée à développer un intérêt pour la valorisation du patrimoine culturel des îles du sud-ouest de l'océan Indien. Dans cette continuité, j'ai choisi de m'engager en VSI au sein de l'association Aïna Enfance & Avenir à Tananarive. J'interviens en appui à l'animation culturelle et sportive dans des écoles maternelles solidaires, en organisant des événements et des ateliers pour faire découvrir aux enfants les cultures des îles voisines. Le VSI m'a permis de m'intégrer dans une structure locale et de vivre une expérience concrète, au plus près des dynamiques sociales et culturelles du territoire."



Arnaud Rondeau Chargé de développement culturel (Inde)

"J'ai grandi entre la France et La Réunion, nourri d'une double culture. Passionné d'art et de rencontres, je me suis orienté vers la communication culturelle. J'ai eu envie d'explorer un pays qui, bien que lié à mes origines maternelles, m'était encore inconnu, l'Inde. Le VSI s'est imposé comme une évidence : une expérience humaine forte au service d'un projet utile. Je conçois une programmation destinée à promouvoir la langue et la culture françaises et je développe des projets interculturels au sein de l'Alliance Française de Pondichéry. En octobre 2025, nous avons consacré un mois à la culture réunionnaise avec Kafmaron, Gaëlle Bélem et Gilles Gauvin, mettant en lumière les liens entre La Réunion, le Tamil Nadu et Pondichéry."



VOIR LA VIDÉO

CULTURE



Prix Célimène **Claire Laizier, un talent au féminin**

Le Prix Célimène 2026 a été attribué à Claire Laizier pour son œuvre réalisée à l'aquarelle. Ce concours, qui célébrait cette année sa 20ème édition, permet de révéler des artistes amateurs souvent éloignées des circuits traditionnels de diffusion.

Organisé dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes, ce concours avait pour thème cette année la nature. Il a rassemblé 80 participantes venues exprimer leur sensibilité artistique à travers quatre ateliers d'aquarelle et de gouache encadrés par des artistes réunionnais.



Prix Thérèse Baillif **Christine Caruel, une vie au service de l'inclusion**

Le Prix Thérèse Baillif distingue chaque année une femme dont l'engagement contribue à la solidarité, à la cohésion sociale et à la lutte contre les inégalités à La Réunion.

L'édition 2026 met à l'honneur Christine Caruel, figure incontournable du combat pour les droits des personnes en situation de handicap. Elle a en effet consacré son énergie et son engagement à l'accompagnement des familles, portée notamment par son expérience de mère de deux filles autistes.

Investie au sein d'Autisme Réunion, elle participe à la création du FAM des Cascavelles et préside la CDAPH de 2018 à 2025. Elle est également cofondatrice de Ker An Ler, structure dédiée au développement de l'habitat inclusif.



Opération Premières Pages **Un livre pour grandir, rêver et partager**

À travers l'opération Premières Pages, le Département, aux côtés du ministère de la Culture et de la CAF, encourage l'éveil à la lecture dès le plus jeune âge.

Chaque année, ce dispositif permet à des milliers de familles de découvrir le plaisir de lire avec leur enfant, grâce à la remise d'un premier album jeunesse en PMI ou en bibliothèque. Bien plus qu'un livre, cette action crée un moment de partage, stimule l'imaginaire et favorise l'éveil du langage dès les premières années de vie.

En 2026, près de 32 000 familles reçoivent l'ouvrage *L'Éleveuse de Forêt / Soigner la Forêt* de Juliel Bernard, traduit en créole réunionnais par Francky Lauret, dit Franky Lotér.





Bertrand et Lynda, aidants au quotidien

LEUR VIE AVEC MAËLLE

Bertrand et Lynda accompagnent leur fille Maëlle depuis 19 ans. Parents, mais aussi aidants, ils veillent chaque jour à son bien-être. Dans cette famille, le handicap est survenu sans prévenir, bouleversant leur quotidien et les obligeant à s'adapter en permanence.

Installée dans les hauteurs du Tampon, la famille a vu les premières difficultés apparaître peu après la naissance de Maëlle. *"La grossesse s'était bien passée, mais les problèmes ont commencé très tôt",* explique Lynda. Retards de langage, troubles de la motricité, puis un épisode inquiétant conduisent à des examens neurologiques. Le diagnostic est brutal : *"On nous a dit qu'elle ne parlerait pas, qu'elle ne marcherait pas",* se souvient Bertrand.

Face à cette annonce, il décide d'arrêter de travailler pour s'occuper de sa fille. Il devient aidant à plein temps et entame un combat pour faire reconnaître ses droits, notamment dans le parcours scolaire. *"Les débuts ont été compliqués. J'ai dû me battre pour qu'elle puisse aller à l'école",* confie-t-il. Maëlle intègre ensuite l'Institut d'Éducation Motrice Père Favron, où Bertrand s'investit comme représentant des parents. *"Je voulais défendre notre cause, mais aussi celle des autres familles"*

Contre toute attente, Maëlle progresse. Elle parle aujourd'hui et peut marcher, déjouant les pronostics médicaux. *"Cela nous a appris à ne jamais renoncer",* souligne Bertrand.

De son côté, Lynda fait le choix de poursuivre son activité de secrétaire médicale. *"Mon travail me permet de garder un équilibre, de sortir du quotidien, et facilite aussi les échanges avec les professionnels de santé".* Un appui précieux dans le suivi de leur fille.

Le couple trouve également du soutien auprès du GIP-SAP, qui propose des dispositifs pour les aidants. *"Les temps de répit sont essentiels. Ils nous permettent de souffler et de prendre soin de nous",* explique Lynda.

Depuis 19 ans, leur quotidien est entièrement organisé autour des besoins de Maëlle : démarches administratives, rendez-vous médicaux, suivi avec les spécialistes. La jeune fille souffre d'un syndrome rare qui impose un régime strict sans sucre, sous peine de crises d'épilepsie ou de troubles neurologiques. *"Le sucre est partout, c'est une contrainte très lourde au quotidien",* précise Lynda.

Malgré les difficultés, la famille reste profondément unie. Bertrand trouve un équilibre dans son jardin, un espace à lui pour se ressourcer. Leur autre fille, Nolwen, aujourd'hui adulte, reste très présente auprès de sa sœur. *"Ce n'est pas facile tous les jours, mais nous avons appris à avancer ensemble",* confie Bertrand. *"Maëlle nous a aussi beaucoup apporté. Notre vie n'aurait pas été la même sans elle".*



Groupe Majoritaire

Dans une période marquée par les incertitudes économiques, sociales et agricoles, nous faisons le choix de défendre avec détermination ce qui tient notre territoire debout : l'emploi, la dignité et notre souveraineté agricole.

La baisse des contrats PEC (Parcours Emploi Compétence) par l'État pour 2026 constitue une menace directe pour des milliers de Réunionnais déjà fragilisés. À La Réunion, l'insertion n'est pas une variable d'ajustement. Derrière ces contrats, il y a des familles, des parcours de vie, des services indispensables à la population et souvent la seule porte d'entrée vers l'activité et la dignité. Le Département prendra toute sa part, mais l'État doit entendre la réalité sociale de notre territoire et maintenir un volume de PEC à la hauteur des besoins.

Dans le même temps, les incertitudes autour de Tereos et de l'avenir de la filière canne-sucre-rhum-énergie suscitent une inquiétude légitime. Cette filière représente des milliers d'emplois, un équilibre territorial, un savoir-faire et une part de notre identité. Nous refusons que son avenir soit dicté par des logiques exclusivement financières. Nous appelons à l'union, à la responsabilité et à la transparence, afin de préserver durablement notre modèle agricole.

Face à ces défis, notre engagement restera constant pour la sauvegarde de notre histoire, de nos traditions, mais aussi d'une certaine idée de la solidarité et du bien vivre ensemble réunionnais.

Groupe Alliance Réunion des Territoires

L'autonomie alimentaire : un objectif réaliste

Le Département a mis en place un plan d'aide, à travers la Cart'Monétik, qui permettrait à un certain nombre de réunionnais de faire face aux dépenses de carburant, gaz, santé ou alimentation. Or dans un monde ultralibéral, où tout est importé, il devient urgent pour notre belle Ile de La Réunion de renforcer notre autonomie alimentaire. Nos agriculteurs ont la capacité de nourrir notre population, car nous disposons des terres agricoles et des techniques permettant de répondre à nos besoins. En dépit de ce potentiel pour améliorer notre souveraineté alimentaire, les institutions pansent les plaies, mais peinent à s'engager dans une vraie politique afin de réduire la dépendance extérieure. Atteindre demain l'autonomie alimentaire à La Réunion, offrirait des prix moins chers, des revenus décents pour les agriculteurs, de la création d'emploi, de l'agriculteur au distributeur. Il faudrait pour cela créer un fonds de développement pouvant aider au financement de l'autonomie alimentaire, et une politique cohérente entre les collectivités.

Groupe LE CAP

Groupe Une ambition pour le Département

Aux côtés des familles réunionnaises

Nous, élus du groupe Une Ambition pour le Département, nous sommes mobilisés aux côtés des maires de La Réunion, au Jardin de l'État, le 20 mai, contre la baisse des contrats PEC et de la Ligne Budgétaire Unique (LBU), car ces décisions auront des conséquences directes sur des milliers de familles réunionnaises.

Alors que plus de 53 000 demandes de logements sociaux restent en attente et que plus de 90 000 bénéficiaires du RSA sont confrontés à de grandes difficultés d'insertion, la réduction de ces dispositifs fragilise davantage les publics les plus vulnérables. Les contrats PEC constituent un véritable levier vers l'emploi et permettent à de nombreuses familles d'éviter la précarité.

Le logement et le travail sont des droits fondamentaux et les garants de la dignité humaine. En affaiblissant ces moyens, l'État met en péril la cohésion sociale de notre territoire. Nous resterons pleinement mobilisés pour défendre les familles réunionnaises et faire entendre vos voix.

Groupe Union Nord Est

Face à la hausse brutale des prix de l'énergie, en tant qu'élus de la majorité départementale en charge notamment du social, nous avons pris nos responsabilités en mobilisant 5 millions d'euros sur nos fonds propres pour soutenir les Réunionnais les plus fragiles. Plus de 60 000 bénéficiaires sont concernés : personnes âgées, allocataires du RSA, foyers en situation de précarité, personnes en situation de handicap. Grâce à la Cart'Monétik, cette aide exceptionnelle de 50 à 200 euros pourra être utilisée pour les dépenses essentielles du quotidien. Le dispositif d'aide a également été élargi aux professionnels de l'aide à domicile intervenant auprès des personnes âgées ainsi qu'aux assistants familiaux engagés dans la protection de l'enfance. Soit près de 6 000 bénéficiaires supplémentaires. Ces décisions sont saluées, notamment par les transporteurs qui ont souligné "un effort 20 fois supérieur à celui proposé par la Région". Le Département, lui, agit sans attendre, pour préserver le pouvoir d'achat des Réunionnais.

Groupe Solidarité Citoyenne

Groupe Tampon Avenir

La Réunion Fanm Kapab

Partout dans le monde, en France comme à La Réunion, la parole des femmes victimes de violences physiques et sexuelles est encore trop souvent remise en doute. Malgré les avancées obtenues grâce aux mobilisations citoyennes et aux évolutions législatives, de nombreuses victimes hésitent à dénoncer les violences subies, par peur de ne pas être crues, d'être jugées ou stigmatisées. Cette remise en question de leur témoignage constitue une violence supplémentaire et freine l'accès à la justice.

À La Réunion, cette réalité appelle une mobilisation de tous les acteurs publics. Le Département, chef de file de l'action sociale, a un rôle essentiel dans la prévention, l'accompagnement et la protection des victimes. Il doit soutenir les associations, renforcer les dispositifs d'écoute, d'hébergement et d'accompagnement, tout en menant des actions de sensibilisation auprès de la population.

Croire la parole des femmes, les protéger et les accompagner est une responsabilité collective indispensable pour construire une société plus juste, plus égalitaire et plus respectueuse de la dignité humaine.

Groupe l'Humain au cœur de nos actions

Sollicités, les autres groupes ne nous ont pas fait parvenir leur contribution.

CRIP 974

CELLULE DE RECUEIL DES INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES

Un enfant est en danger dans votre entourage familial ou professionnel ?
(victime de maltraitements physiques et / ou psychologiques, de négligences, d'abus sexuels...)

AGISSEZ VITE !

- Rapprochez-vous de la Maison Départementale la plus proche de votre domicile
OU
- Appelez le 119, numéro vert national, (7j/7 - 24h/24, appel gratuit de postes fixes et mobiles)
OU
- Adressez par mail toute information relative à cette situation à risque à :
crip.dfe@cg974.fr

Le service CRIP 974 a pour mission de centraliser et recueillir les Informations Préoccupantes relatives à l'enfance en danger. **Une information préoccupante** est tout élément d'information, y compris médical, susceptible de laisser craindre qu'un mineur se trouve en situation de danger ou de risque de danger et puisse avoir besoin d'aide. Elle doit être transmise systématiquement au service CRIP.

ALERTE GRAND DANGER !

En cas de nécessité de protection immédiate (faits particulièrement graves ou constitutifs d'une possible infraction pénale), appelez directement la police.

Pour plus d'infos : departement974.fr

PLAN 1 MILLION D'ARBRES :

644 727 ARBRES ENDÉMIQUES
ET INDIGÈNES PLANTÉS DEPUIS 2020



Prévisionnel 2026 :
800 000
arbres plantés



Objectif 2027 :
1 MILLION
d'arbres plantés



Avec le Département,
préservons notre biodiversité



TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
& SOLIDAIRE
Nou varivé